

*Les crédits*

Cet éparpillement des forces vives de Montréal a apporté une charge supplémentaire à ses infrastructures routières et un bassin de taxation municipale rétréci.

La ville de Montréal a évalué à 2 milliards de dollars les besoins financiers nécessaires au rajeunissement de ses infrastructures de base municipales. Les maigres 200 millions promis dans le programme tripartite d'infrastructures sont une contribution bien timide pour résoudre un problème de cette ampleur. Le gouvernement libéral aurait pu concentrer son programme d'infrastructures à la rénovation d'infrastructures de base, ce qui était initialement la proposition de la Fédération canadienne des municipalités.

De ce fait, les libéraux fédéraux ont sacrifié une action importante dans la ville moteur du Québec, la ville de Montréal, aux impératifs électoraux à courte vue d'un gouvernement libéral provincial en perdition.

Le réseau régional de transport présente encore aujourd'hui des déficiences évidentes: congestions chroniques de plusieurs segments routiers, détérioration avancée des infrastructures routières, compromettant l'efficacité et la sécurité du réseau, discontinuité du réseau routier.

Signalons également la sous-utilisation de l'infrastructure ferroviaire vieillissante. Cette situation complique sérieusement le déplacement des personnes et des marchandises sur le territoire, affectant ainsi la qualité de vie des citoyens et la compétitivité économique des entreprises de la région.

Les grandes infrastructures de transport: les deux aéroports, le port et le rail qui permettent l'affirmation de la vitalité économique de la région montréalaise sur les marchés mondiaux sont confrontées à une transformation rapide et profonde de leur environnement.

Ces grands équipements sont presque exclusivement sous juridiction fédérale. La plupart des mesures qui pourraient être bénéfiques sont de la responsabilité de ce gouvernement et c'est sans aucun doute son dossier le plus sombre.

Mais, Montréal démontre aussi des forces certaines. La première, et de loin la plus importante force de Montréal, est sa population. En effet, au fur et à mesure que les tuiles tombaient sur sa tête, notre population s'est endurcie; la solidarité s'est développée dans les quartiers, ses élites socio-économiques et politiques locales se sont serré les coudes.

D'ailleurs, plusieurs réflexions politiques régionales ont été entreprises; je fais référence notamment au Rapport Pichette, au Colloque des maires de la grande région de Montréal en 1992 sous le thème «Le grand Montréal, une force qui s'affirme». Il se développe en outre, au niveau de toutes les réflexions régionales, au Québec, la nécessité d'une solidarité interrégionale.

• (1230)

En effet, la FTQ en congrès déclarait en 1992: «Pour revitaliser l'économie québécoise, il ne faut pas opposer le développement de Montréal et celui des régions. La politique régionale au

Québec devra tenir compte des complémentarités entre les régions et faciliter la concertation interrégionale».

Le groupe de travail présidé par M. Claude Pichette a donné lieu à une vaste consultation des intervenants montréalais, une volonté claire d'autonomie s'est dégagée. Il faut saluer particulièrement les initiatives de développement régional entreprises au niveau des arrondissements urbains par les CDEC, les corporations de développement économique communautaire. À cet égard, il est plus que souhaitable que soient prolongées les ententes liant les gouvernements, la ville de Montréal et les CDEC.

Le rapport Pichette soulignait également que le plan stratégique du grand Montréal avait reconnu l'importance du rôle des CDEC, proposant d'ailleurs de renforcer leurs moyens d'action en faveur du développement de l'emploi. En effet, le développement de l'employabilité est le principal créneau des CDEC, mais les CDEC essayaient péniblement de se démêler dans les dédoublements et le fouillis actuel des programmes de formation professionnelle entre le gouvernement fédéral et le Québec. De nouvelles corporations naissent dans Ahuntsic et Côte-des-Neiges, ou encore sont en gestation comme à Montréal-Nord.

Le deuxième secteur d'intervention des CDEC est le soutien aux entreprises. «Il apparaît toutefois qu'un tel partenariat entre les gouvernements, la ville de Montréal et les organismes communautaires doit être établi sur la base d'ententes à plus long terme, car il répond à des problèmes structurels, tant sociaux qu'économiques, hérités de la désindustrialisation de Montréal», rappelait le rapport Pichette. Mais ce partenariat fait encore l'objet de réticences profondes de la part des fonctionnaires provinciaux et fédéraux.

Lorsqu'on parle de prise en main locale, de développement, de décentralisation, de détermination des priorités, nos communautés ont fait leur travail. La ville de Montréal les a appuyées de manière dynamique et s'est souvent faite le porte-parole de celles-ci auprès des gouvernements supérieurs. Quant à l'attribution de fonds aux CDEC, il se fait au mieux par une répartition des sommes déjà existantes: donc, moins d'argent pour tous, quand les fonds ne sont tout simplement pas disponibles. On manque de volonté. La population, les réflexions des groupes communautaires, les concertations interrégionales et la prise en main locale, toutes ces forces doivent être soutenues. Les Montréalais et les Montréalaises ont appris à ne compter que sur leurs propres moyens et ils ont démontré leur dynamisme.

Il importe par ailleurs que les régions soient les maîtres d'oeuvre de leur développement économique. Le gouvernement fédéral devrait reconnaître cette évidence. Ce que les régions veulent au fond, c'est un appui des autres paliers de gouvernement, non pas de l'ingérence et des normes dites nationales. Les régions ne sont pas nationales, elles sont régionales. Elles ont leurs caractéristiques propres, leurs besoins particuliers.

Il importe donc qu'on reconnaisse entre autres que la «région métropolitaine de recensement de Montréal» constitue dans les faits une région à part entière. Cette ville-région a une ville-centre, la ville de Montréal, ville dont le caractère régional et international doit être reconnu et appuyé autant par ses partenai-